

## **Encore un effort pour inventer la gauche de la seconde modernisation !**

### **Réponses aux thèses de Jacques Julliard**

**Dominique Boullier**

*Les thèses de Jacques Julliard sont reproduites intégralement et les réponses suivent.*

**1. Nous vivons un nouvel âge du capitalisme.** Après l'ère des managers, voici venue celle des actionnaires. Les détenteurs du capital, longtemps silencieux, ont mis au pas les gestionnaires, qui s'appuyaient sur leur expertise technique. Les seconds pouvaient avoir le sens de l'intérêt général ; ils s'accommodaient de certaines formes de régulation et négociaient avec les syndicats la répartition de la plus-value. Les actionnaires, au contraire, se désintéressent de l'objet même de leur investissement ; ils réclament des profits immédiats et énormes, jusqu'à 15% du capital investi. C'est pourquoi ce nouveau capitalisme consacre le triomphe de l'hyperlibéralisme. Il est de nature essentiellement financière et bancaire, le plus souvent déconnecté de l'économie réelle. Il est donc avant tout spéculatif. Il est à l'origine de la crise mondiale que nous traversons.

1/ Si l'on pouvait enfin nommer le capitalisme financier comme ennemi, c'est-à-dire comme incapable de participer à la constitution d'un monde commun, cela ferait faire un saut politique à la gauche et permettrait d'arrêter les confusions sur « le capitalisme » en général, « le libéralisme », « la mondialisation », etc. Au-delà d'une régulation incantatoire, il devient possible de cibler des leviers d'action: refus du capitalisme populaire, de l'actionnariat salarié, des stocks options mais aussi des normes comptables américaines adoptées dans les années 2000 en Europe et taxations des transactions pour ralentir toutes les spéculations et redonner de la valeur à la longue durée. Les industriels et les patrons de PME peuvent même soutenir un tel programme si l'on sort de la confusion entre capitalisme et capitalisme financier.

**2. Ainsi le nouveau capitalisme a choisi de ressusciter son pouvoir de classe dans sa nudité.** Il s'est installé à la faveur de l'effondrement des régimes communistes. Sans concurrence ni contestation, il a pu imposer ses exigences sans en craindre des conséquences politiques et sociales. Il a multiplié les licenciements spéculatifs, les délocalisations, sans redouter les réactions exclusivement défensives de la classe ouvrière. Il a éliminé toute concertation globale, tant avec l'Etat qu'avec les syndicats. Dans le domaine bancaire, il s'est lancé dans une fuite en avant sans précédent, multipliant les spéculations risquées et inventant des produits financiers dérivés sans contrepartie économique réelle. Sans égard pour les situations sociales souvent dramatiques qu'il suscitait, il a fait sauter le vernis de civilisation qui, depuis la Seconde Guerre mondiale, recouvrait le capitalisme évolué.

**3. C'est à la faveur de la mondialisation de l'économie qu'un grand coup de force intellectuel et social a pu être exécuté sans coup férir.** Le capitalisme financier a su tirer parti de l'ouverture des marchés émergents, mettre en concurrence les travailleurs à l'échelle internationale pour faire pression sur les salaires. Il s'est imposé comme la seule hyperpuissance à l'échelle planétaire, au détriment des Etats.

3/ Le capitalisme financier n'a pas « tiré parti » de la mondialisation, il l'a organisée pour pouvoir répondre à ses impératifs de rentabilité et à une flexibilité et une fluidité maximale selon les territoires (mais aussi selon les secteurs). Il prend des décisions plus puissantes que celles qui sont prises dans les espaces politiques légitimes : c'est une subpolitique (Beck) qui sape toute possibilité de politique en

lui enlevant tous les leviers d'action financiers ( et qui maintenant donne la leçon aux Etats qu'elle met en faillite)

**4. La déréglementation de la production, des marchés et des services, dont Ronald Reagan, Margaret Thatcher et George W. Bush ont été les agents les plus actifs, n'a pas tardé à produire ses effets néfastes,** rendus visibles par la crise financière commencée en 2008. En dépit des vœux de l'opinion publique, des experts et d'une partie de la classe politique, le néo-capitalisme continue de s'opposer victorieusement à tout retour de la réglementation. Les G7, G8, G20 en ont été pour leur frais. Jamais la domination du secteur financier sur le secteur industriel, et du secteur économique sur le secteur politique et diplomatique, ne s'était affirmée avec une telle arrogance, malgré le discrédit des acteurs.

**5. Dans les grands pays industriels, la financiarisation de l'économie s'est accompagnée d'une désindustrialisation délibérée et de la destruction d'emplois par millions.** Désormais, le plein-emploi n'est plus recherché comme un objet de l'activité économique ; le chômage est devenu structurel ; le néo-capitalisme s'est reconstitué une armée industrielle de réserve.

5/ Les investissements durables de même que les emplois (cf. l'entreprise sans usine) sont devenus des obstacles à la fluidité du capital : il faut rémunérer son immobilisation et lui donner en permanence des indicateurs pour orienter ses placements et acheter et revendre à tout instant (reporting trimestriel et re engineering permanent pour présenter des entités rentables et cessibles rapidement)

**6. Le néo-capitalisme a retrouvé ses instincts prédateurs longtemps endormis dans la recherche de la paix sociale.** Les dirigeants des grandes entreprises partagent désormais la mentalité des actionnaires. Il s'agit pour eux de se vendre le plus cher possible et d'accumuler en quelques années, parfois en quelques mois, des fortunes colossales. La rémunération des dirigeants, longtemps marginale dans le chiffre d'affaire des entreprises, est devenue un poste considérable. L'explosion des bonus, parachutes, primes, indemnités de toutes sortes a décuplé en une vingtaine d'années. Le continuum des rémunérations a fait place à une société de corps séparés et de privilèges, telle qu'elle existait en France à la fin de l'Ancien Régime.

**7. Privés de toute perspective d'avenir, de tout projet positif, les syndicats se sont repliés sur une posture purement défensive de préservation de l'emploi et des rémunérations.** Les grandes entreprises ont éliminé toute concertation globale et, dans le meilleur des cas, regardent les syndicats comme des auxiliaires utiles dans le maintien de l'ordre social. En perte de vitesse auprès de leurs adhérents, ceux-ci se trouvent marginalisés dans le nouvel ordre économique. Nous vivons un véritable réensauvagement des rapports sociaux.

7/ Les salariés ont été associés de gré ou de force à cette financiarisation via l'actionnariat salarié, ou l'actionnariat populaire voire via les stocks options : l'intoxication capitaliste et la sorcellerie (Pignarre et Stengers) de la propriété vantée notamment par Bush est celle du « tous actionnaires » qui finit par paralyser l'action des syndicats. La défense stricte des salariés dans un contexte de précarisation généralisée, organisée par le capitalisme financier (cf. le nouvel esprit du capitalisme de Boltanski et Chiappello), a conduit à une division tragique des forces de résistance au profit de la défense d'acquis qui ne sont plus partagés que par un petit nombre. Capitalisme financier et précarisation sont les deux faces de la fluidité/ flexibilité exigée par le dogme de la valeur pour l'actionnaire.

**8. L'Europe, qui, à cause des positions de ses deux nations de tête, l'Allemagne et la France, aurait dû jouer un rôle de contrepoids aux tendances hyperlibérales du capitalisme anglo-saxon, a failli complètement,** au chapitre économique comme au chapitre

politique. Conduite par des politiciens médiocres et sans vision, elle s'est faite l'instrument docile des tendances les plus dérégulatrices du capitalisme international. Cette véritable forfaiture explique le discrédit qui la frappe dans les classes populaires de tous les pays membres.

8/ Tout affaiblissement des structures interétatiques telles que l'échec du référendum de 2005 n'a fait que donner une plus grande marge de manœuvre à la subpolitique des grands groupes financiarisés. Les élites politiques nouvelles n'ont plus connu le nazisme qui avait obligé à forger une vision plus ambitieuse et, à gauche, elles sont restées sur une ligne anticapitaliste générale ou molle qui se traduisait par l'impuissance des actes. C'est l'incapacité de la social-démocratie à analyser à la fois le nouveau monde financiarisé et la crise écologique qui a paralysé tout débat, malgré les propositions radicales et visionnaires d'Attac et des écologistes.

**9. A l'échelon politique national, la deuxième gauche, qui s'était donné pour mission la modernisation économique et culturelle de la France, grâce à la participation de la société civile à la décision politique, représente une voie désormais dépassée.** Elle reposait sur la notion de compromis social, c'est-à-dire la négociation entre les principaux partenaires économiques. Cette voie contractuelle a été délibérément bafouée par le néo-capitalisme qui, assuré de la victoire, a préféré l'affrontement. C'est la fin de l'idéal d'une société policée, soucieuse d'affermir le lien social. Quelques-uns des membres les plus éminents de la deuxième gauche se sont fait les auxiliaires du pouvoir sarkozien : c'est dire l'étendue de leur renoncement et de leur faillite.

9/ La volonté de compromis social était au mieux naïve lorsqu'on ne sait pas à qui on a affaire. Or, il n'y a pas de monde commun possible avec le capitalisme financier. Mais ce n'est pas le cas avec l'activité de financement ordinaire qui reste indispensable ni avec les entrepreneurs à vocation industrielle et marchande. Isoler très précisément l'ennemi et le désigner devient nécessaire pour ne pas basculer dans l'impuissance ou dans le « tous pourris ».

**10. Le risque actuel, c'est un nouveau populisme.** Le prolongement de la crise, désormais probable, notamment sous la forme du chômage, crée un trouble politique profond. A la différence de celle de 1929, où la faillite du libéralisme conduisait la droite à envisager des solutions fascistes et la gauche des solutions communistes, le monde politique est aujourd'hui muet. Il en va de même des intellectuels chez qui les droits de l'homme et l'écologie constituent des religions substitutives de salut. L'absence de solution politique favorise le développement de dérives psychologiques : l'envie, la haine de l'autre, le culte du chef, la recherche du bouc émissaire, le culte de l'opinion publique à l'état brut représentent autant de succédanés au vide politique béant de la période.

10/ Le terme « nouveau populisme » et la liste qui en est faite ne permettent pas de désigner réellement les risques. La recherche du chef dans une situation d'incertitude est une constante, mais comment faire pour admettre l'incertitude politiquement et pour ne pas tenter de fourguer des solutions toutes faites, modernistes encore, qui seront vouées à l'échec, avec ou sans chef. Le culte de l'opinion publique n'est pas un accident là encore : le capitalisme financier est une économie d'opinion (Orléan) et le règne de l'alerte médiatique permanente encore accentuée avec internet gouverne les marchés financiers. La réputation devient une valeur chiffrée même dans les comptes des entreprises sous forme de goodwill et elle finit par dicter sa loi à tous les comportements (même ceux des scientifiques !). Rabattre les droits de l'homme et l'écologie au statut de religions serait ignorer les questions centrales qu'ils posent en termes de monde commun désormais globalisé et enfin reconnu comme associé étroitement à « la nature ». Il faut certes encore en faire des politiques, c'est-à-dire les ouvrir au débat, pour en faire des cosmopolitiques, et non les traiter comme vérités révélées.

**11. Les droits de l'homme ne sont pas une politique. Ils sont un problème ; non une solution.** Ils sont une exigence nouvelle de la conscience internationale ; mais ils tardent à se concrétiser dans un mouvement politique cohérent. D'autant plus que l'alliance traditionnelle entre le libéralisme économique et le libéralisme politique est en train de se déliter. La Chine donne l'exemple inédit d'un grand marché libéral gouverné par une dictature politique intransigeante. La bataille pour les droits de l'homme est de tous les instants ; mais elle a besoin de s'inventer dans une politique internationale nouvelle.

11/ Plusieurs politiques des droits de l'homme sont possibles et ce n'est pas par les déclarations de principe que l'on pourra leur éviter le risque d'un nouvel universalisme creux et arrogant. C'est un plurivers qu'il faut admettre : rediscuter des « droits des humains » dans leur diversité sera nécessairement plus compliqué que de transposer à l'échelle internationale la visée républicaine abstraite de l'Homme. Ce qui devrait être en cause à travers les droits de l'homme, c'est précisément cette nécessaire recomposition avec les traditions pour sortir d'un modernisme qui a tout fait pour les écraser, pour nous en détacher. Recomposer les attachements (Latour), sans rien considérer comme garanti mais sans rien mépriser a priori, voilà un travail de composition politique qui sort des litanies « droits de l'homme » mais aussi de celles de leurs dénonciateurs trop arrogants à leur tour. Dans tous les cas, ce que les droits de l'homme peuvent au moins servir à propager, c'est une disposition durable contre le racisme et contre la xénophobie qui sont les autres ennemis à écarter de toute composition d'un monde commun car ils la sabotent a priori.

**12. L'écologie n'est pas une politique.** Pour le système industriel, la défense de l'environnement n'est pas à l'échelle macroéconomique une solution à la crise et au chômage, mais une contrainte supplémentaire. Pas plus que l'informatique hier, elle ne saurait répondre aux problèmes posés par la financiarisation de l'économie et l'absence de régulation à l'échelle internationale. Elle tend à rendre plus coûteuse et plus difficile la relance économique nécessaire pour donner du pain et du travail aux habitants de la planète. L'écologie demeure bien entendu une préoccupation nécessaire ; une ardente obligation économique et sociale, non le prétexte à des opérations politiciennes.

12/ L'écologie n'est pas une question environnementale : c'est pourtant à cela qu'on voudrait la réduire pour en faire une question quasi technique de réparation des dégâts d'un progrès qui doit continuer sous forme de relance que l'on n'interroge pas. L'écologie est la question du monde commun que nous habitons ensemble, partant du fait que les entités vivantes qui le peuplent ne peuvent être aussi aisément séparées entre humains et nature. « Nous sommes à l'intérieur » (Sloterdijk) et nous en ressentons les effets car notre prétendue ignorance produit des conséquences qui nous menacent. Mais cela suppose de ne plus savoir a priori quelle est la place des uns et des autres, cela suppose d'accepter une incertitude fondamentale (Stengers). L'écologie est totalement politique car elle est la première à remettre en cause les divisions du monde et les principes opérationnels issus du dogme moderniste du progrès. Tant que la gauche restera dans ce schéma mental éculé, elle inventera des rustines toujours plus faibles, elle produira de la technocratie environnementale mais elle ne fera pas une nouvelle cosmopolitique avec les habitants de cette planète, tous les habitants !

**13. La révolution n'est pas une politique.** Aussi longtemps que le socialisme centralisé n'aura pas apporté la preuve qu'il pouvait changer le modèle de développement sans attenter aux libertés civiques, il restera inacceptable, et du reste inaccepté par les citoyens. Le piétinement des partis révolutionnaires, incapables de trouver une base de masse dans les milieux populaires, en fait l'expression de la mauvaise conscience, voire de la conscience mystifiée des nouvelles classes moyennes. Ils sont l'une des formes principales, insuffisamment soulignées, de la démobilisation de l'électorat de gauche. Face au néocapitalisme, le gauchisme ancien n'a strictement rien à dire.

13/ La table rase révolutionnaire n'est rien d'autre qu'une version légèrement étendue du modèle de l'émancipation moderniste. C'est pour cela que la gauche réformatrice ne parvient pas à couper le cordon ombilical avec cette supposée radicalité qui n'est qu'un dogme impuissant refusant de composer avec les collectifs tels qu'ils sont pour accepter le risque qu'ils prennent du pouvoir. Prendre le pouvoir plutôt que du pouvoir, ce modèle est aussi actif chez les révolutionnaires que chez ceux qui veulent à tout prix arriver au gouvernement, avant-garde éclairée et avant-garde gestionnaire étant en fait nées de la même matrice, celle où le peuple est un incapable. La question qui percute toutes ces politiques est celle de l'empowerment (Sen), de l'acceptation du risque du pouvoir des collectifs, à chaque niveau.

**14. Pour autant, l'antisarkozysme ne saurait être une solution.** Le sarkozysme est un étrange corps mou et caoutchouteux. Elu sur une campagne hyperlibérale, Nicolas Sarkozy s'est retrouvé sur des positions dirigistes deux ans plus tard. Favorable à un rapprochement avec l'Angleterre, il a fini comme ses prédécesseurs par privilégier l'alliance avec l'Allemagne. «Américain» au temps de George W. Bush, il a fini par incarner les velléités de résistance européenne à l'hégémonie américaine. Son évolution actuelle, qui n'est pas sans rappeler le bonapartisme de Napoléon III, en fait une silhouette mouvante et une cible illusoire.

14/ Plutôt que de chercher des analogies trompeuses avec des temps totalement révolus, admettons que la seule politique de Sarkozy est celle de l'opinion. Il met en permanence la pression sur les médias, directement ou indirectement, par ses seuls effets d'annonce qui sont devenus une politique. Ce n'est pas un hasard si ses liens étroits avec les grands financiers sont avérés et s'il est fasciné par leurs réussites, eux qui vivent aussi de la réputation de leurs marques et des effets d'annonce sur les marchés financiers. La politique instituée est de toutes façons médiocre pour lui et tous les courts circuits sont bons pour vanter « l'efficacité », « la réforme » qui n'est autre que la version sarkozyste de la flexibilité qu'il veut introduire partout, comme le veut le dogme financier. Dans certains cas, il met la gauche en difficulté car cette adaptation paraît nécessaire mais elle est faite alors n'importe comment et désespère même ceux qui auraient bien voulu réformer, et dans tous les cas, elle fait office de politique aveugle à la spécificité de chaque contexte. Sarkozy est le président idéal de la démocratie d'opinion (Rosanvallon). Mais le véritable ennemi, c'est plutôt ce qui l'a rendu possible et qui contamine tous les acteurs, tous pris dans un buzz people permanent.

**15. L'alliance exclusive avec le centre ne saurait être une solution.** Le programme d'un regroupement centriste ne serait guère différent des pratiques politiques de Nicolas Sarkozy depuis le déclenchement de la crise économique : ce serait celui de l'aile éclairée du néo-capitalisme, sans influence sur le cours des événements. Sa base sociale se révélerait vite des plus étroites. Sa cohérence ne résisterait pas à l'exercice du pouvoir. Pour autant, l'évolution d'une grande partie de l'électorat centriste doit être prise en compte. Pour des raisons politiques, sociales, mais aussi culturelles, il est en train de se détacher du principe jusqu'ici immuable de l'alliance à droite.

15/ Les alliances politiques sont une question secondaire par rapport à la question des alliances au sein de la société civile et militante avec tous les collectifs agissants. Tant que la philosophie des alliances sera posée en ces termes politiques, elle sera dénaturée et perdra tout effet. Il est plus important pour la gauche de penser comment on peut faire l'alliance des agriculteurs bio et des anti OGM avec certaines franges qui doutent parmi les agriculteurs productivistes. Il est plus important de penser comment réaliser des alliances entre patrons de PME ayant le sens de l'industrie et du commerce et salariés de grands groupes qui veulent défendre leurs emplois mais sont devenus dépendants de résultats purement financiers. Il est plus important de penser comment réaliser des alliances entre mouvements de jeunes précaires et mouvements de défense du pouvoir d'achat des retraités. Ce sont ces contrastes et ces divisions qui minent la possible unité dans un mouvement politique large. Et tout cela suppose de rentrer dans le cœur des discussions, problème par problème. L'alliance avec le centre

politique est dès lors une question ouverte si elle sert à faire avancer la recomposition sociopolitique d'un nouveau monde commun.

**16. Pour les mêmes raisons, la gauche ne saurait être représentée, lors de l'élection présidentielle, par un représentant de l'establishment financier.** L'élection d'un tel candidat, incapable d'établir un rapport de forces avec les représentants du milieu dont il serait issu, conduirait aux mêmes impasses et aux mêmes désillusions que l'alliance centriste. Le candidat de la gauche doit être porteur d'une solution alternative.

16/ Le candidat de la gauche doit être capable de tester sa capacité à rassembler avant les élections, sous forme de primaires de toute la gauche et des écologistes mais à condition qu'il invente le dispositif pour faire le travail de recomposition sur les questions concrètes et non en rassemblant autour de sa personne ou de vœux pieux compilés dans un programme.

**17. L'avenir est à un grand rassemblement populaire, ouvert à toutes les forces hostiles au néo-capitalisme, du centrisme à l'extrême gauche,** décidé à installer un nouveau rapport de forces au sein de la société. Au fur et à mesure que la crise développera ses effets, la nécessité d'un tel rassemblement s'imposera davantage. Elle ne pourra se réaliser uniquement à partir de combinaisons d'appareils ; c'est la société qui doit l'imposer à ceux-ci. La nature de ce rassemblement sera évidemment d'essence réformiste et se pensera au sein de l'économie de marché. L'avenir est à une social-démocratie de combat.

17/ La social-démocratie est tellement à réinventer qu'on peut se demander si le terme peut encore servir, le combat devant cibler les vrais ennemis et non seulement l'adversaire électoral. « La société » n'existant pas (Latour), il faut patiemment faire l'inventaire des collectifs qui existent, qui peuvent contribuer, qui peuvent s'affronter tout en travaillant à inventer des solutions dans leur domaine particulier.

**18. Le facteur déclenchant pourrait être la constitution d'un bloc syndical, doté d'un programme d'urgence, dont la CGT et la CFDT doivent prendre l'initiative.** Les clivages syndicaux actuels sont des héritages de la guerre froide, que seule la tendance des appareils à se reproduire à l'identique continue d'imposer. A défaut d'une unité organique qui est l'objectif à moyen terme, un pacte d'unité d'action s'impose. Il ne devrait pas se limiter à des objectifs purement défensifs, mais ambitionner, comme à la Libération, une réforme en profondeur des structures financières et économiques du pays. Ce nouveau bloc devra envisager la coordination de son action à l'échelle internationale, et d'abord européenne.

18/ Le syndicalisme s'étant ratatiné sur la défense des salariés nationaux, il ne peut évoluer qu'en admettant que la précarité et le chômage sont un horizon commun qui justifie d'inventer des formes d'associations durables entre tous les statuts, y compris celui d'immigré sans papier. C'est la meilleure façon de dépasser les frontières en introduisant les cosmopolitiques dans la composition même des collectifs (et non par des alliances internationales au sommet ou dans des manifestations internationales rituelles).

**19. Le premier objectif du rassemblement populaire doit être la maîtrise du crédit, au moyen de la nationalisation, au moins partielle, du système bancaire,** qui est à la source de la crise actuelle. Telles qu'elles fonctionnent actuellement, la plupart des banques ont déserté leur mission essentielle, à savoir la collecte des capitaux au service de l'expansion économique, au profit d'activités purement spéculatives et nuisibles. Le but de la nationalisation est de ramener le système bancaire à sa fonction productive.

19/ « Les banques » en général ne sont pas la cible principale et la nationalisation sans autre précision est un réflexe suranné de château-fort face à des institutions marquées par la fluidité et qui savent organiser leurs réseaux. Ce sont les règles comptables qui touchent toutes les entreprises qui doivent être revues ainsi que toutes les règles ou absence de règles qui permettent les opérations spéculatives (sur les matières premières, les denrées alimentaires, ou les monnaies puisque rien ne résiste à ce jeu permanent). Il est aussi possible de renforcer les pouvoirs étatiques sur ces institutions financières mais il faudrait dire comment précisément pour éviter le slogan creux et nostalgique et il faudrait commencer par la banque centrale européenne en lui redonnant un rôle politique contre le supposé dogme de sa neutralité. Enfin la taxation des transactions telle que l'envisageait Attac doit être remise en priorité dans les programmes de gauche. Cela suppose parallèlement de développer et d'encourager tous les systèmes financiers indépendants de la Bourse et des entreprises financières, avec un effort considérable pour les dépôts solidaires, pour les circuits de micro crédits, pour faire fonctionner (au départ en parallèle) une économie solidaire qui puisse prétendre accueillir tous ceux qui sont, au quotidien, dégoûtés de leur propre banque livrée aux règles de la finance.

**20. La destruction de toute forme de planification indicative et de toute politique industrielle, en un mot de toute espèce de régulation, est l'une des causes principales des dérives que nous connaissons aujourd'hui.** La nécessité de rétablir une régulation économique respectueuse du marché est aujourd'hui comprise de tous. Seuls manquent pour le moment la volonté politique et les moyens de l'exercer. Il appartient à un rassemblement démocratique de les faire apparaître.

20/ La planification étatique est un monde du passé, tout autant que le libéralisme. C'est la coordination des régulations sectorielles par les acteurs eux-mêmes qui doit être inventée. Les politiques industrielles relèvent encore de modèles de l'Etat fort tant aimé des gaullistes, qui ont produit des biens de haute technologie remarquables comme le TGV mais aussi des monstres d'inadaptation au monde réel et aux conséquences de leurs actes comme le nucléaire ou le Concorde. A l'heure de Google, l'innovation ne se décrète plus, elle se cultive comme un milieu écologique, en facilitant l'éclosion d'un pluralisme de solutions qui tentent leur chance sur le marché (pas financier), qui se réinventent et qui vivent du tissu social et culturel dans lequel elles ont grandi. On voit à quel point l'incertitude constitue un changement de cap radical encore trop difficile pour toute une gauche qui tente de se radicaliser mais qui reste prisonnière de la première modernisation, celle de la maîtrise, alors que les temps sont à une seconde modernisation (Beck), celle qui anticipe sur les conséquences de ses actes (et donc de la supposée croissance nécessaire !) et qui valorise l'expérimentation pour apprendre collectivement.

Dominique Boullier

Professeur des universités en sociologie à Sciences Po

Rédacteur en chef de Cosmopolitiques

Février 2010